

JUL 8 1988

Numéro 20

Juin 1988

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

LA DÉSTABILISATION DES ÉTATS DE LA "LIGNE DE FRONT" EN AFRIQUE AUSTRALE, 1980-1987

par Dan O'Meara

INTRODUCTION

Au dernier sommet du Commonwealth s'étant tenu à Vancouver en 1987, c'est la question de l'*apartheid* qui a dominé les discussions. Au lieu de recommander la mise en oeuvre de nouvelles sanctions contre l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne a préconisé un renforcement du soutien accordé aux six États de la "ligne de front" (voir l'encadré). Malgré les ravages causés par l'Afrique du Sud, ces États refusent catégoriquement que l'on essaie de dissocier aide et sanctions. Le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda, a supplié le Commonwealth de ne pas "se contenter de nous gaver pour que les Boers puissent ensuite venir nous égorger".¹

Les États de la "ligne de front"

- L'Angola
- Le Botswana
- Le Mozambique
- La Tanzanie
- La Zambie
- Le Zimbabwe

Les États membres de la Conférence de coordination et de développement de l'Afrique australe (CCDAA)

- Les six États de la "ligne de front", plus
- Le Lesotho
- Le Malawi
- Le Swaziland

Depuis 1985, le Canada joue sur la scène internationale un rôle prédominant dans le dossier de l'*apartheid*. Le gouvernement a imposé à l'Afrique du Sud un certain nombre de sanctions limitées et semble croire que la crise de l'*apartheid* menace toute l'Afrique australe. Mais Ottawa s'efforce également de coordonner ses actions avec celles de "ses principaux partenaires" — plus particulièrement les États-Unis et le Royaume-Uni — et le gouvernement souffre actuellement de ce que le député conservateur Walter

McLean a appelé une "guerre des nerfs".² Les gouvernements de M. Reagan et de Mme Thatcher n'ont pas l'intention d'appliquer de véritables sanctions contre Pretoria. Il ne reste donc plus au Canada qu'un choix difficile : se rallier, et pas uniquement en théorie, à l'avis des pays du tiers-monde membres du Commonwealth, ou perdre une grande partie de sa crédibilité.

Avant de faire ce choix cependant, il est indispensable pour le Canada de comprendre l'évolution des modalités et des objectifs de la politique de déstabilisation menée par Pretoria et d'en mesurer l'incidence dans le contexte de la crise de l'*apartheid* qui déchire toujours le pays.

L'ÉVOLUTION DE LA STRATÉGIE TOTALE

De 1978 à 1984, les politiques intérieure et régionale de l'Afrique du Sud ont toujours été guidées par une Stratégie totale cohérente, élaborée en réponse à quatre événements clefs survenus dans les années 1970 :

1) la fin du colonialisme portugais en 1975 et l'accession de l'Angola et du Mozambique à l'indépendance, sous des régimes socialistes. Puis, en 1975-1976, l'échec de l'invasion de l'Angola par l'Afrique du Sud;

2) la réapparition, à l'intérieur de l'Afrique du Sud, de vastes mouvements d'opposition noirs;

3) l'apparition de profondes failles structurelles dans l'économie sud-africaine;

4) l'isolement croissant de Pretoria.

L'effet combiné de ces différents éléments a plongé l'Afrique du Sud dans une crise politique durable, et précipité en septembre 1978 le remplacement de John Vorster par P.W. Botha dans le poste de premier ministre. Désormais fondée sur une collaboration politique nouvelle entre les militaires et les grandes entreprises, la Stratégie totale est devenue la politique officielle de Pretoria.

Ainsi que le précisait le Livre blanc sur la défense publié en 1977, la Stratégie totale prévoyait un réalignement des forces politiques, tant à l'intérieur même de l'Afrique du Sud qu'en Afrique australe. Par un savant dosage de petites réformes internes et d'interventions actives en Afrique australe, le gouvernement sud-africain a voulu adoucir

43-249-036